



**POUR FINANCER LE DÉVELOPPEMENT,
INVESTISSEZ EN FAVEUR DES
ENFANTS**

unicef 
Fonds des Nations Unies pour l'enfance

POUR FINANCER LE DÉVELOPPEMENT INVESTISSEZ EN FAVEUR DES ENFANTS

Aujourd'hui, le développement est synonyme de réduction de la pauvreté. Et puisque les enfants sont souvent ceux qui sont le plus durement touchés par la pauvreté de la société, les programmes de développement doivent s'efforcer en premier lieu d'affranchir les enfants de la pauvreté.



LA PAUVRETÉ COMMENCE DANS L'ENFANCE

La pauvreté peut infliger aux enfants d'irréparables séquelles physiques et psychologiques, et nuire considérablement à leur croissance. Les enfants victimes de la pauvreté ne peuvent mener une vie satisfaisante et productive. Plus tard, lorsqu'ils sont en âge d'avoir des enfants, ils transmettent la pauvreté à la prochaine génération, dans un cercle vicieux. Les filles souffrant de malnutrition deviennent souvent des mères souffrant de malnutrition, qui donnent naissance à des enfants d'un poids insuffisant. De même, les parents pauvres et analphabètes sont moins capables de bien s'occuper de leurs enfants ou de les aider à s'instruire. Par conséquent, ces enfants risquent de constituer la prochaine génération de pauvres.

Puisque le fondement de la santé et du bien-être d'un individu se forme au cours des premières années de la vie, c'est pendant la petite enfance que l'on peut le mieux briser le cycle de la pauvreté. Le financement du développement doit viser à donner aux enfants un bon départ dans la vie. Au minimum, les enfants doivent bénéficier d'un ensemble de services sociaux de base – soins de santé de qualité, éducation, eau salubre et installations sanitaires adéquates –, afin de pouvoir réaliser leur potentiel et grandir à l'abri des maladies, de la malnutrition, de l'analphabétisme et du dénuement.

La pauvreté revêt de nombreux aspects. Elle se traduit non seulement par de faibles revenus, des problèmes de santé et un manque d'éducation, mais également par la marginalisation sociale et politique et la discrimination fondée sur le sexe ou d'autres facteurs. Il est donc également nécessaire de créer un environnement où l'insécurité, la violence et la discrimination n'ont pas leur place, afin de permettre aux enfants de vivre avec dignité et de profiter des possibilités qui se présentent. Il s'agit des droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant et du fondement même d'un monde libre, prospère et vivant en paix.

DES PROMESSES À L'ÉCHELLE MONDIALE

Malgré les engagements pris lors du Sommet mondial de 1990 pour les enfants en vue d'atteindre des objectifs concrets, et les promesses réaffirmées régulièrement lors des réunions de haut niveau qui ont suivi dans les années 90, les progrès réalisés n'ont pas été à la hauteur des espérances. Aujourd'hui, près de 11 millions de jeunes enfants meurent encore tous les ans de causes qui, dans la plupart des cas, auraient pu être évitées; 150 millions d'enfants souffrent de malnutrition; 120 millions d'enfants de 6 à 11 ans ne vont pas à l'école, et plus de la moitié de tous les enfants du monde n'ont toujours pas accès à de l'eau salubre et à des installations sanitaires.

Récemment, à l'occasion du Sommet du millénaire de 2000, la communauté internationale a affirmé avec force sa volonté de réduire la pauvreté d'ici à 2015 en atteignant les Objectifs de développement du millénaire. Mais la réalisation de ces objectifs se heurte toujours à des politiques inadéquates, à des institutions faibles et à des ressources limitées. À l'heure actuelle, dans de nombreux pays en développement, les budgets consacrés à l'éducation, à la santé, à l'eau et à l'assainissement sont insuffisants. Les budgets de la défense et le remboursement de la dette sont de très loin supérieurs aux sommes allouées aux services sociaux. En Afrique subsaharienne, par exemple, le remboursement de la dette absorbe 4,5 % du PNB, – soit plus de 2 fois le budget de l'enseignement primaire. Les donateurs internationaux n'ont pas non plus versé toutes les contributions prévues. De fait, l'aide publique au développement (APD) n'a cessé de *diminuer* dans les années 90; elle atteint maintenant à peine le tiers du niveau que la communauté internationale s'était fixé comme objectif : 0,7 % du PNB des pays industrialisés.

ÉLIMINER LA PAUVRETÉ DES ENFANTS

Le monde a les moyens d'affranchir les enfants de la pauvreté et il est possible d'éliminer en moins d'une génération les manifestations les plus graves de ce fléau. Avec une aide relativement modeste, même les pays à faible revenu peuvent faire bénéficier tous les enfants de services sociaux de base. Il n'est ni nécessaire ni souhaitable d'attendre de parvenir à une croissance économique rapide.

Aucun pays n'est jamais parvenu à une croissance rapide avec des taux élevés d'analphabétisme, de malnutrition et de morbidité. Les pays qui ont réussi à obtenir une croissance satisfaisante sont ceux qui ont privilégié un développement à la fois économique et social, et non ceux qui ont remis à plus tard le développement social, en attendant des temps plus prospères.

Il est possible d'éliminer la pauvreté des enfants, mais il faut pour cela s'engager à atteindre les Objectifs de développement du millénaire. À cette fin, les pays en développement doivent améliorer leur action, responsabiliser les pouvoirs publics et allouer davantage de ressources aux services sociaux de base. Ils ont besoin de ressources extérieures supplémentaires – environ 50 milliards de dollars des États-Unis par an – pour atteindre les objectifs fixés en matière d'éducation, de santé, d'eau salubre et d'assainissement. Pour réunir ces sommes, les pays en développement ont manifestement besoin d'une aide publique au développement plus importante, ainsi que d'autres formes d'aide extérieure, comme l'annulation de la dette, et des systèmes commerciaux qui leur soient favorables. Dans une économie mondiale de 30 mille milliards de dollars, il est tout à fait possible de mobiliser des ressources supplémentaires de cet ordre.

UN BIEN COLLECTIF MONDIAL

Nous ne devons pas seulement considérer les coûts, mais également les énormes avantages qui résultent des investissements réalisés spécifiquement en faveur des enfants. Prenons par exemple le cas de la polio, contre laquelle il faudra investir moins d'un demi-milliard de dollars dans les quelques années à venir. Une fois que la polio sera éliminée, 1,5 milliard de dollars seront économisés chaque année à l'échelle mondiale.

Ces économies ne bénéficieront pas seulement aux pays dans lesquels la polio est endémique. À présent, les pays industrialisés dépensent chaque année des centaines de millions de dollars pour vacciner leurs enfants car, tant que la polio ne sera pas complètement éradiquée partout dans le monde, aucun enfant ne sera à l'abri, où qu'il se trouve. Lorsque la polio sera éliminée à l'échelle mondiale, les États-Unis pourraient économiser à eux seuls 350 millions de dollars par an, l'Europe et les autres pays industrialisés 500 millions de dollars, et le reste du monde 650 millions de dollars.

Les investissements réalisés pour éliminer la polio et les mesures prises pour améliorer la santé, l'éducation et l'environnement bénéficient donc véritablement à l'ensemble de l'humanité, sur le plan financier aussi bien que moral. Ces mesures devraient être considérées comme des biens collectifs mondiaux.

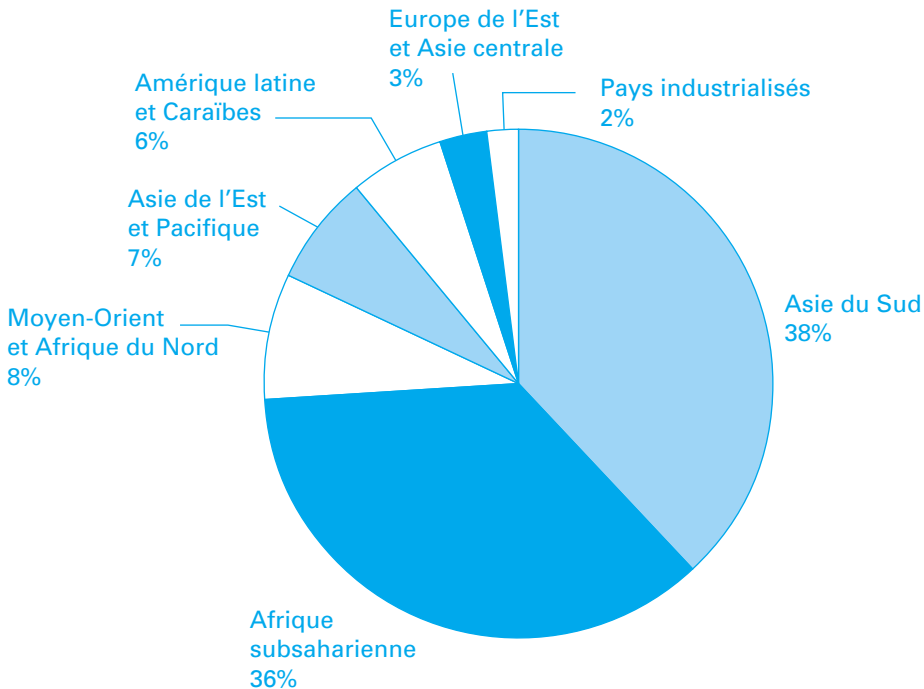
Dans les sections qui suivent, les coûts nécessaires à la réalisation des objectifs en matière d'éducation, de santé et d'eau et d'assainissement sont présentés séparément. Il est important de reconnaître que les actions menées pour atteindre ces objectifs se renforcent mutuellement.



L'ÉDUCATION POUR TOUS : UN OBJECTIF FINANCIÈREMENT ACCESSIBLE

Depuis le Sommet mondial pour les enfants de 1990, les taux d'inscription dans l'enseignement primaire ont augmenté dans toutes les régions du monde. Et pourtant, 120 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire – des filles pour la plupart – sont privés de leur droit à l'éducation. Près des trois quarts des enfants non scolarisés vivent en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

RÉGIONS OÙ VIVENT LES 120 MILLIONS D'ENFANTS D'ÂGE SCOLAIRE NON SCOLARISÉS



L'IMPORTANCE CAPITALE D'UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ

Si l'on considère seulement le pourcentage d'enfants non scolarisés, on n'obtient qu'un bilan partiel de la situation en matière d'éducation. Les investissements en faveur de la qualité sont aussi importants que les investissements visant à élargir l'accès des enfants à l'éducation. Peu importe qu'un enfant soit scolarisé s'il arrête malgré tout ses études en raison de la qualité insuffisante de l'enseignement ou s'il achève un cycle d'enseignement sans savoir lire, écrire, compter, évaluer ses options ou prendre des décisions importantes dans la vie.

L'ÉDUCATION DES FILLES, ÉLÉMENT TOUT AUSSI CAPITAL

La discrimination fondée sur le sexe est l'obstacle le plus important auquel se heurte l'éducation pour tous. Les filles et les garçons ont tous des difficultés à surmonter. Mais des obstacles plus importants empêchent généralement les filles d'accéder à une éducation de qualité : des frais de scolarité, les coûts indirects de l'éducation et des lois et réglementations inadéquates. En outre, les filles risquent plus d'abandonner leurs études que les garçons. Face à des situations de crise et d'instabilité, ou à la discrimination fondée sur l'origine ethnique, le VIH/SIDA, le travail (y compris le travail et la prostitution des enfants), le fait d'habiter en ville ou à la campagne, la pauvreté et les handicaps, les filles sont doublement désavantagées.

Pour parvenir à la parité des sexes en matière de scolarisation d'ici à 2005 et à l'éducation pour tous d'ici à 2015, il est donc indispensable de mettre l'accent sur l'éducation des filles. De fait, si l'on ne favorise pas des partenariats nationaux et internationaux, comme l'Initiative de l'ONU en faveur de l'éducation des filles, et si l'on ne mobilise pas à cette fin des ressources adéquates, on n'a aucune chance de s'approcher des Objectifs de développement du millénaire, y compris la parité des sexes en matière d'éducation d'ici à 2005, et encore moins de les atteindre.

LE FAIBLE COÛT DE L'ÉDUCATION UNIVERSELLE

L'UNICEF, la Banque mondiale et l'UNESCO estiment que, pour offrir à tous les enfants du monde une éducation de base de qualité d'ici à 2015, il faudrait dépenser tous les ans de 9 à 15 milliards de dollars de plus. Cet investissement bénéficiera à tous les enfants mais ce sont l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud qui bénéficieront le plus de ses retombées.

Il sera nécessaire de mettre l'accent sur ceux qui risquent le plus d'être exclus ou marginalisés en matière d'éducation. En règle générale, il faut donc faire en sorte que :

- Tous les élèves, les filles aussi bien que les garçons, viennent à l'école en bonne santé, bien nourris et prêts à participer et à s'instruire;
- Le contenu des programmes éducatifs tienne compte des sexospécificités et soit adapté;
- Tous les enseignants aient reçu une formation, et que les salles de classe, les établissements scolaires et les systèmes éducatifs soient bien gérés et fonctionnent efficacement;
- L'environnement scolaire soit intégrateur, adapté aux sexospécificités, sûr, efficace, salubre et protecteur, et doté de fournitures, de matériel et d'infrastructures adéquats.
- Tous les enfants sachent lire, écrire et compter et puissent prendre des décisions importantes dans la vie.

L'éducation pour tous entraîne une charge financière plus ou moins lourde selon les régions. La mobilisation des ressources exigera des efforts relativement importants pour les pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.



HAVE OUR CHILD
DURING
CANAL IMMUNIZATION

LA SANTÉ POUR TOUS, UN OBJECTIF FINANCIÈREMENT ACCESSIBLE

DES ENFANTS EN MAUVAISE SANTÉ

Tous les ans, près d'onze millions d'enfants meurent avant leur cinquième anniversaire, en grande partie de causes qui auraient pu être évitées; dans plus de la moitié des cas, la malnutrition a contribué au décès. Plus de 50 % de ces onze millions d'enfants meurent à leur domicile faute de pouvoir accéder à des centres de santé. Ce sont les infections respiratoires aiguës qui font le plus de victimes (2 millions par an). Viennent ensuite les maladies diarrhéiques (1,6 million), le paludisme (1 million), la rougeole (0,9 million), la coqueluche (0,4 million), la tuberculose (0,4 million) et le tétanos néonatal (0,2 million). On estime à plus d'un demi-million le nombre d'enfants qui meurent du VIH/SIDA tous les ans. Dans certaines régions du monde, les taux de mortalité maternelle demeurent très élevés : pour 100 000 naissances vivantes, on compte 1 100 décès en Afrique subsaharienne et 440 dans l'ensemble des pays en développement, contre 12 dans les pays industrialisés.

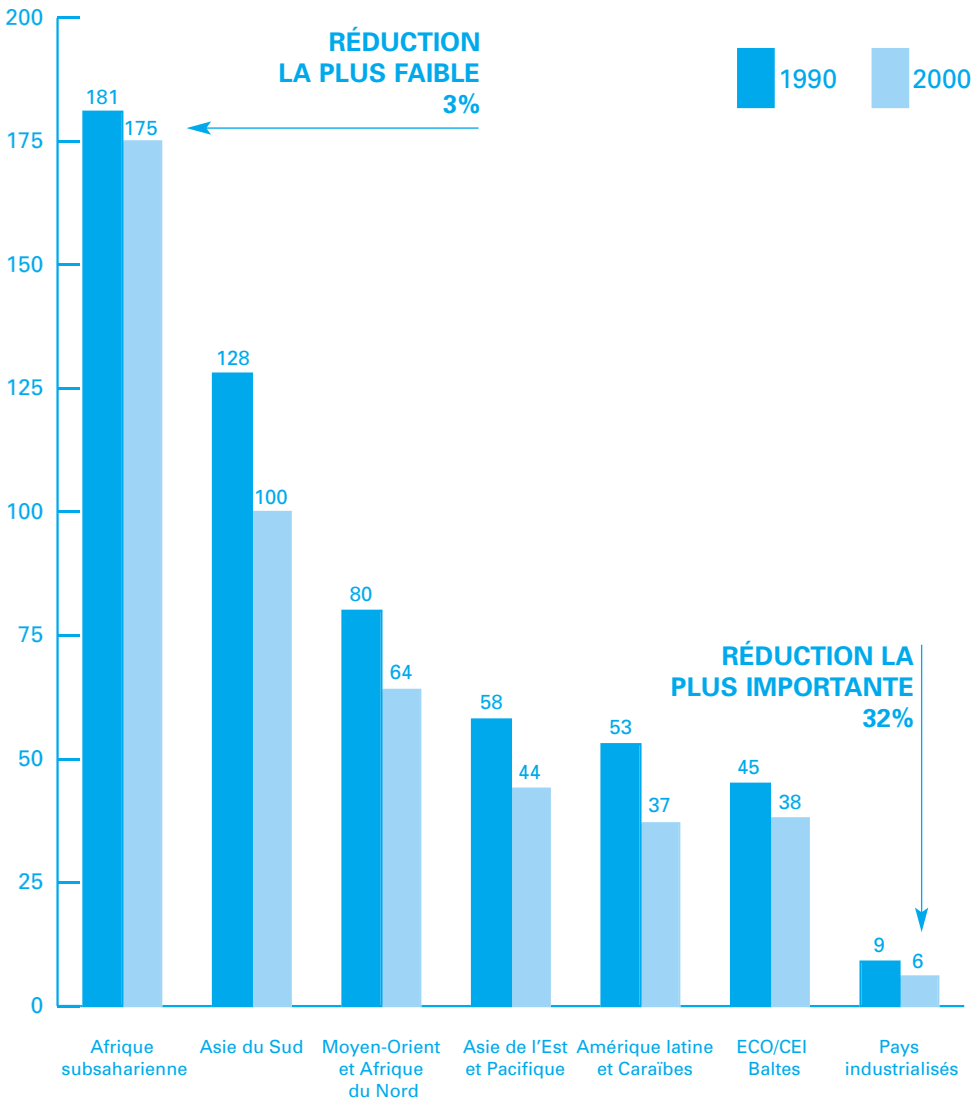
DES PAYS EN MAUVAISE SANTÉ

Pour pouvoir progresser et s'instruire, vivre et travailler de façon productive et s'occuper de sa famille, il faut être en bonne santé. Le développement d'un pays dépend donc de la santé de ses citoyens et de leurs capacités à contribuer à l'économie. D'après les estimations d'un rapport récent de la Commission sur la macro-économie et la santé, l'amélioration de la santé des habitants des pays en développement se traduirait par un gain économique de 360 milliards de dollars par an.

DISPARITÉS

Les conditions sanitaires ne se sont pas améliorées partout, comme le prévoyait le Sommet mondial pour les enfants de 1990. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (TMM5), l'un des indicateurs de développement social et sanitaire, n'a diminué que de 11 %. Et cette moyenne masque d'importantes disparités entre régions et entre pays. Le TMM5 n'a diminué que de 3 % en Afrique subsaharienne, et il a même en fait augmenté dans certains pays de cette région, en grande partie à cause du VIH/SIDA et d'autres maladies infectieuses. Des disparités existent également à l'échelle nationale. Les enfants des ménages les plus pauvres courent de deux à trois fois plus de risques de mourir avant l'âge de cinq ans que ceux de familles plus riches.

TAUX DE MORTALITÉ DES ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS, ÉVOLUTION DE 1990 À 2000 (DÉCÈS POUR 1 000 NAISSANCES VIVANTES)



LE COÛT MODIQUE D'UNE BONNE SANTÉ À L'ÉCHELLE MONDIALE

D'après les estimations de l'OMS, un ensemble d'interventions sanitaires essentielles coûterait environ 34 dollars par personne et par an dans les pays en développement, ce qui correspond à moins de 2 % des dépenses moyennes de santé des habitants des pays à revenu élevé. La Commission sur la macro-économie et la santé estime que, dans les 83 pays les plus pauvres du monde, la moyenne des dépenses de santé par personne et par an n'est que de 13 dollars.

Les investissements annuels supplémentaires, à lancer immédiatement, devraient s'élever à 26 milliards de dollars par an d'ici à 2007 et à 44 milliards par an d'ici à 2015 pour lutter contre les principales maladies qui sévissent dans ces 83 pays (*Voir le tableau*). En outre, dans chacun de ces pays, il faudra de nouvelles ressources financières pour améliorer la gestion et renforcer les capacités en matière de prestation de services de santé.

Pour atteindre les objectifs sanitaires à l'échelle mondiale, il faudra augmenter considérablement les budgets consacrés à la santé dans les pays en développement. Dans les pays dont le revenu par habitant est inférieur à 500 dollars, les dépenses doivent augmenter de 20 à 25 dollars par personne et par an, ou de 5 % du PNB. Dans le cas de l'Afrique subsaharienne, par exemple, cela reviendrait à multiplier au moins par trois la proportion du PNB allouée à la santé. Certes, quelques pays seront en mesure de financer eux-mêmes la plupart de ces dépenses mais les 83 pays les plus pauvres auront besoin chaque année d'une aide supplémentaire de 31 milliards de dollars.

Grâce en partie à ces nouveaux investissements, on pourra offrir une couverture santé à tout le monde, sauver la vie de huit millions de personnes par an et contribuer à atteindre les Objectifs de développement du millénaire dans le domaine de la santé.

COÛTS DIFFÉRENTIELS ANNUELS PAR PROBLÈME DE SANTÉ (EN MILLIARDS DE DOLLARS É.-U.)

	2007	2015
Traitement contre la tuberculose	0,5	1
Prévention du paludisme	2	3
Traitement contre le paludisme	0,5	1
Prévention du VIH	6	8
Soins des personnes atteintes du VIH	3	6
Traitement contre le VIH	5	8
Maladies infantiles	4	11
Immunisation des enfants	1	1
Maladies liées à la maternité	4	5
Total	26	44

Source : *Macro-économie et santé : Investir dans la santé pour le développement économique*; OMS, 2001

UNE NUTRITION ADÉQUATE POUR TOUS, UN OBJECTIF FINANCIÈREMENT ACCESSIBLE

Les expériences menées dans les années 90 ont montré qu'il était possible de réduire considérablement les carences en micronutriments avec des investissements relativement modiques. Un meilleur apport en micronutriments, notamment en vitamine A, en fer et en iode, permettrait de réduire sensiblement les taux de mortalité et de morbidité parmi les jeunes enfants et les femmes et d'améliorer considérablement les facultés d'apprentissage des enfants.

Environ 40 millions de dollars par an permettraient de répondre aux besoins en micronutriments des enfants d'âge préscolaire des pays les moins avancés où la carence en vitamine A est très répandue. Le sel enrichi à l'iode a considérablement amélioré la vie de 70 % des ménages du monde entier, ce qui a coûté aux pouvoirs publics environ 400 millions de dollars. Pour aider les 30 % restants, il faudrait peut-être 100 millions de dollars supplémentaires. L'enrichissement d'aliments de base tels que la farine est une stratégie efficace contre les carences en fer.

Au total, il faudrait donc environ un milliard de dollars supplémentaires dans les 10 à 15 ans à venir pour financer l'apport de suppléments nutritionnels et l'enrichissement des aliments et du sel.



EAU ET ASSAINISSEMENT POUR TOUS : UN OBJECTIF FINANCIÈREMENT ACCESSIBLE

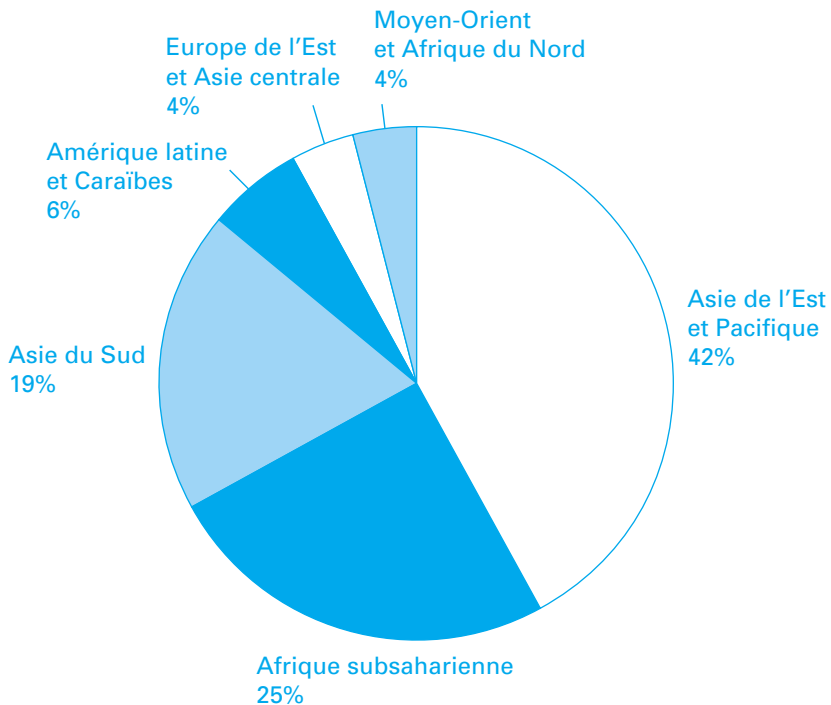
« ... PLUS IMPORTANT QUE L'INDÉPENDANCE ».

L'eau potable et l'assainissement sont des conditions indispensables à la survie, à la dignité et à la productivité des êtres humains. L'absence de ces éléments fondamentaux est l'une des causes premières de la malnutrition, des maladies et de la mortalité des enfants. La prévention de la diarrhée et d'autres maladies liées au manque d'hygiène -- et à l'eau -- contribuera pour beaucoup à améliorer la vie des enfants. Avant l'accession à l'indépendance de l'Inde, Mahatma Gandhi a dit : « L'assainissement est plus important que l'indépendance ».

DES MILLIARDS DE PERSONNES SANS ACCÈS

En 1990, les participants au Sommet mondial pour les enfants s'étaient fixé comme objectif de parvenir à l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement avant l'an 2000, mais à l'aube du XXI^e siècle, il reste beaucoup à faire. On estime qu'un milliard de personnes ont pu bénéficier de meilleures sources d'eau potable pendant les années 90 et que le taux de couverture mondiale est passé de 77 % à 82 %. Mais 1,1 milliard de personnes environ, vivant pour la plupart dans les pays les plus pauvres, n'ont toujours pas accès à de l'eau salubre. Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'accès à des installations sanitaires – augmentation de 10 % – mais 2,4 milliards de personnes en sont toujours privées. Les quatre cinquièmes d'entre elles vivent dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique.

RÉGIONS OÙ VIT LE 1,1 MILLIARD DE PERSONNES QUI N'ONT PAS ACCÈS À DE L'EAU POTABLE

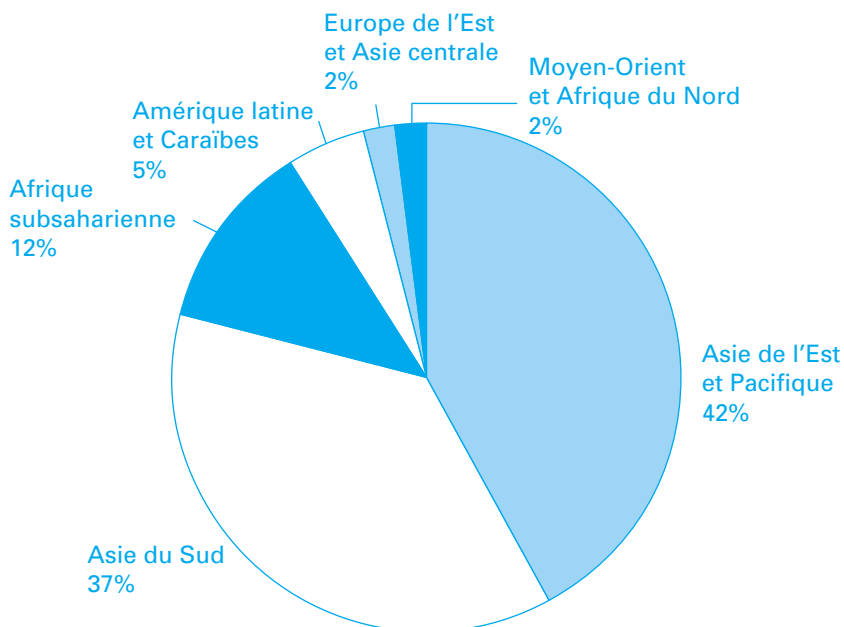


LE COÛT MODIQUE DE L'EAU SALUBRE ET D'UN ASSAINISSEMENT ADÉQUAT

Les Objectifs du millénaire consistent à réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de personnes n'ayant pas accès à de l'eau potable. L'UNICEF approuve également les appels qui ont été récemment lancés en vue de réduire de moitié la proportion de personnes n'ayant pas accès à des installations sanitaires adéquates.

Pour permettre aux populations déshéritées de bénéficier de services de base peu coûteux en matière d'eau potable et d'assainissement d'ici à 2015, il faudra dépenser 9 milliards de dollars de plus par an. Plus de 80 % de l'ensemble des ressources nécessaires iront aux régions de l'Asie de l'Est et du Pacifique, de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud.

RÉGIONS OÙ VIVENT LES 2,4 MILLIARDS DE PERSONNES QUI N'ONT PAS ACCÈS À DE MEILLEURES INSTALLATIONS SANITAIRES





MOBILISER DES RESSOURCES POUR LES ENFANTS

Pour garantir un enseignement primaire universel, des services de santé de base pour les populations déshéritées et réduire de moitié la proportion de la population n'ayant pas accès à de l'eau salubre et à des installations sanitaires, il faut près de 50 milliards de dollars en APD de plus par an. Les estimations de la Banque mondiale sont du même ordre. La réalisation de ces objectifs passe par une amélioration de la gestion des affaires publiques au niveau national et l'adoption de politiques judicieuses, ainsi que par des engagements financiers accrus des gouvernements.

DANS LE DOMAINE DU POSSIBLE

Il devrait être tout à fait possible de financer la réalisation de ces objectifs dans le cadre du partenariat mondial visant à réduire la pauvreté qui a été établi à l'occasion du Sommet du millénaire et d'autres conférences. La réduction des budgets de la défense et des obligations dues au titre du remboursement de la dette permettrait de libérer des ressources considérables. D'après le rapport de la Banque mondiale intitulé « *Perspectives économiques mondiales en 2002 : mettre le commerce au service des pauvres du monde* », d'ici à 2015, les réformes du système commercial international pourraient générer pour les pays en développement jusqu'à 500 milliards de dollars. Certes, ces gains seront plus ou moins importants selon les pays mais les pays pauvres en tireront des avantages considérables et il sera possible d'allouer à la réalisation de ces objectifs davantage de fonds publics. Ces ressources doivent être mobilisées en plus des 50 milliards de dollars en APD.

Il est toutefois indispensable d'accroître l'APD. Cinquante milliards supplémentaires, cela ne représente qu'une hausse d'un cinquième d'1 % du total des PNB des pays industrialisés. Même avec une augmentation de cet ordre, l'APD ne représenterait toujours que 0,42 % du total des PNB de ces pays, soit bien moins que l'objectif qui avait été fixé à 0,7 %. L'objectif de 0,7 % reste nécessaire pour financer le renforcement des capacités, l'infrastructure et d'autres aspects essentiels du développement.

Le rôle de plus en plus important que jouent le secteur privé et la société civile en matière de développement et de réduction de la pauvreté pourrait constituer un autre moyen de financer la réalisation de ces objectifs. Bon nombre des organisations de ces secteurs luttent efficacement contre la pauvreté dans le monde en s'associant avec les pouvoirs publics et les organismes internationaux de développement. La participation de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fédération internationale des associations de fabricants de produits pharmaceutiques et de la Fondation Rockefeller à l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI) et l'appui de Ted Turner à l'action que mène l'ONU contre la pauvreté et en faveur des droits de l'homme, sont autant d'exemples de l'engagement financier considérable du secteur privé.

UN RÔLE POUR LES DIRIGEANTS

A l'heure où les dirigeants du monde entier s'apprêtent à se réunir à l'occasion de la Conférence sur le financement du développement de Monterrey (Mexique) et de la Session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants, qui aura lieu à New York au printemps 2002, les enfants du monde et leurs parents espèrent que de nombreuses promesses seront tenues et assorties de mesures concrètes en faveur des enfants.

Un document de l'UNICEF relatif à l'examen des politiques
Division des politiques et de la planification

Publié par l'UNICEF
Division de la communication
3 United Nations Plaza, H9-F
New York, NY 10017, Etats-Unis d'Amérique

E-mail : pubdoc@unicef.org
Site Internet : www.unicef.org/french

Mars 2002